

Résumé de l'étude de l'IACE :

« La Tunisie en transformation : l'impératif digital »

L'étude de l'IACE sur l'impératif digital, quoique élaborée en décembre 2016 pour servir de base à la 31^e édition des journées de l'entreprise, demeure porteuse d'un message fort, qui demeure d'actualité, quant à la nécessité d'accompagner et de soutenir l'accélération du processus de digitalisation de l'économie tunisienne compte tenu des nombreuses opportunités qu'une telle mutation offre pour accéder à de nouveaux paliers de développement.

Les analyses présentées mettent l'accent sur les enjeux de la transformation digitale, explicitent l'état des lieux de la digitalisation en Tunisie et formulent un certain nombre de propositions pour exploiter les opportunités qu'offre la transformation digitale de l'économie tunisienne.

I. Les enjeux de la transformation digitale

Le monde vit l'émergence d'une quatrième révolution industrielle qui s'appuie sur la nouvelle vague des technologies novatrices dans les domaines notamment de l'intelligence artificielle, la robotique, l'internet des objets, l'impression 3D, la nanotechnologie et la biotechnologie.

De nouveaux modèles d'affaires se développent, portés par les puissants effets de réseau et l'exploitation des données à grande échelle favorisant des méthodes de développement moins coûteuses, plus modulaires et plus rapidement accessibles. Les exemples de success stories les plus spectaculaires de la nouvelle économie de plates-formes et de l'exploitation des données de masse, présentés dans le rapport, à titre d'éclairage, sont :

- ▮ Uber, aujourd'hui la plus grande compagnie de taxis dans le monde, avec une capitalisation boursière de 68 milliards de dollars alors qu'elle ne possède aucune voiture dans le domaine des taxis.
- ▮ Airbnb, actuellement la plus grande entreprise hôtelière du monde, avec une capitalisation boursière de plus de 30 milliards de dollars même si elle ne possède aucun hôtel.

La contribution de l'économie numérique à la croissance économique en général se situe, selon l'étude, à deux niveaux. Une contribution directe par l'augmentation du capital numérique en tant que facteur de production et une contribution indirecte engendrée par les gains de productivité globale de l'économie résultant d'une nouvelle façon d'organiser

les moyens de production du fait de la convergence du monde virtuel de la conception numérique avec les produits et les objets du monde réel.

Ainsi, l'économie digitale représente déjà 22.5 pourcent de l'économie mondiale mais pourrait atteindre 25 pourcent d'ici 2030. Les facteurs décisifs du développement de l'économie digitale se situent dans une large mesure au niveau de la focalisation sur les talents, le développement du potentiel technologique et la mise en place d'un environnement juridique et culturel favorable.

Les pays les plus avancés au niveau de l'économie numérique appartiennent au monde occidental¹. Il est relevé toutefois une remontée spectaculaire des pays asiatiques qui, tendanciellement, pourraient évincer l'Europe et les Etats unis du leadership mondial à l'horizon 2025.

II. La digitalisation de l'économie tunisienne

Le rapport " The Global Information Technology Report 2016 " classe la Tunisie au 81eme rang sur 139 pays, juste après le Maroc. La Tunisie paraît bien positionnée en matière d'accessibilité du fait notamment des efforts déployés en matière de couverture du pays dans le haut débit. Elle est, toutefois, pénalisée par la faible utilisation d'internet pour les transactions commerciales et le faible impact de l'utilisation des TIC sur l'économie.

Cette appréciation se trouve confirmée par l'enquête menée par l'IACE auprès de 300 entreprises réparties entre les différents secteurs. La prise de conscience des enjeux du numérique ne s'accompagne pas, pour beaucoup d'entreprises questionnées, par la mise en place de stratégies de digitalisation, de plans d'actions et de redéploiement de leurs activités.

L'indice de préparation digitale (readiness index), construit par L'IACE avec le parrainage de Tunisie Telecom, donne, à cet égard, des renseignements très utiles sur la capacité des différents secteurs à réussir la transition digitale. Il en ressort, plus précisément, ceci :

- ▮ Les secteurs les mieux classés dans les services en Tunisie sont ceux de la santé, de l'informatique et du financier. Alors que les secteurs les mieux classés dans les industries manufacturières sont ceux des industries extractives, des industries mécaniques et métallurgiques et des industries électriques et électroniques.
- ▮ Les secteurs, accusant du retard, sont les grands pourvoyeurs d'emplois, en l'occurrence les industries agricoles et alimentaires, les industries des matériaux de construction, la distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'éducation, le bâtiment et le génie civil.

¹ Les dix pays les plus performants sur le plan de l'économie digitale telle que mesurée par le Boston Consulting group sont : la Corée du Sud, la Grande Bretagne, la Norvège, le Danemark, les Pays Bas, la Finlande, le Japon, les Etats Unis, la Suède, et l'Islande,

- ▮ Les secteurs, observant une position attentiste, sont ceux de l'industrie du textile, de l'habillement et du cuir, du tourisme et du commerce.

Cette situation est une source d'interpellation aussi bien pour les acteurs au niveau des entreprises que pour les pouvoirs publics et, partant, un important révélateur sur le long chemin qui reste à faire pour atteindre le niveau atteint par les pays développés.

III. Les politiques publiques requises pour accélérer la digitalisation de l'économie

Le plan de développement économique et social tunisien 2016-2020 s'assigne la promotion de l'économie numérique à travers notamment la connexion de tous les foyers et toutes les entreprises au réseau de l'internet à haut débit, la mise en œuvre du projet de « la Tunisie intelligente » et l'institution d'une administration électronique.

Le processus de digitalisation progresse, cependant, lentement. Les grands projets programmés ou annoncés accusent des retards. De nombreuses contraintes empêchent les entreprises à passer à un niveau de digitalisation plus élevée. Aussi, l'Etat est-il appelé à dépasser ces contraintes :

- ▮ En accélérant le renforcement de la couverture internet haut débit des différentes régions du pays.
- ▮ En engageant de vastes programmes de formation pour que l'administration et les entreprises puissent disposer du personnel qualifié dans le domaine des TIC.
- ▮ En intégrant dans les différents programmes de mise à niveau et d'innovation mis en place au profit de l'entreprise la composante digitalisation pour inciter les entreprises à s'y engager

La digitalisation est l'affaire de tous. Il importe, selon l'étude de l'IACE, « de cadrer, de mesurer les impacts sur l'organisation et d'anticiper les ruptures par la mise en place d'une gouvernance adaptée aux enjeux et aux mutations itératives du numérique », et de s'engager, résolument, « dans la transformation de l'organisation du travail et la réinvention des pratiques managériales traditionnelles dans le sens de la mobilité, la transversalité, le partage, la désintermédiation et la flexibilité ».

Forum Ibn Khaldoun le 6 mars 2018

[Etude de l'IACE à télécharger](#)